



Au cours de ma longue carrière militaire, j'ai eu l'occasion de « voir du pays » grâce à de nombreux séjours fort enrichissants aux quatre coins de la planète. Je le dois, notamment aux Troupes de marine mais aussi et surtout à l'institution militaire dans son ensemble.

Pourtant, il ne s'agit pas d'exprimer, ici, un sentiment de satisfaction personnelle. Ma carrière n'a aucune importance, comparée à la grande idée que je me fais de l'intérêt général.

C'est surtout l'opportunité qui m'est offerte de dire la vérité, celle qui ne se dit jamais, celle trop souvent travestie, déformée par de hauts responsables civils ou militaires et colportée à longueur de journées par des médias ou chroniqueurs trop souvent complaisants. Cette vérité que j'ai chevillée au corps et qui, hier et surtout aujourd'hui, est constamment malmenée par la contrevérité, parfois la plus éhontée.

Dire la vérité oui, mais pourquoi ? Et pourquoi aujourd'hui ? D'abord, parce que j'ai ma liberté totale de pensée et de parole. Je ne suis plus astreint au fameux « *devoir de réserve* », véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus des têtes de la « *grande muette* » ou de la haute fonction publique.

Ensuite, parce qu'il m'est devenu insupportable, par rapport à ce que j'ai vécu, de voir que rien ne change. Les mêmes contrevérités officielles sont claironnées par tous les médias écrits et parlés pour occulter les incapacités, les dysfonctionnements et les erreurs, hélas, parfois mortelles.

Oui, il est impératif de dire la vérité pour faire avancer les choses, modifier ce qui doit l'être pour éviter de commettre les mêmes erreurs. Et le peuple doit savoir. Je cite encore le général de Gaulle : « *Il n'y a de réussite qu'à partir de la vérité* ».

Lui, ce grand homme, l'égal de Napoléon et de Louis XIV, avait dit la vérité sur l'état de la France et de son armée quelques années avant le déclenchement de la deuxième guerre mondiale. Il savait que pour extirper la France du syndrome récurrent « *d'une guerre de retard* », il fallait révolutionner la pensée militaire, l'adapter au nouveau concept de la guerre de mouvement grâce, en particulier, à l'utilisation judicieuse des nouveaux systèmes d'armes qu'étaient les blindés et les avions. Inutile de rappeler ici ce qu'il est advenu. Les gouvernements, l'armée et ses chefs d'alors ont préféré ne rien changer. En juin 1939, la France débuta la guerre avec une armée type 14-18 : mêmes équipements et matériels (bandes molletières, capote et fusil Lebel appelé « *la canne à pêche* ») et, surtout, une doctrine d'emploi des chars et de l'aviation inchangée. Et pourtant, toujours la même contrevérité abondamment répandue et à laquelle les Français croyaient aveuglément : l'armée française est la première du monde.

D'ailleurs, l'état d'esprit qui anime le haut commandement français en 1939 peut se résumer en une phrase : Français, dormez sur vos deux oreilles, notre armée ne fera qu'une bouchée de l'armée allemande.

En effet, le 2 juillet 1939, le général Maxime Weygand déclare : « *L'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire ; elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un haut commandement remarquable. Personne chez nous ne désire la guerre, mais si l'on nous oblige à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons* ».

Déclaration qu'il contredira totalement quelques mois après, le 25 mai 1940, alors que le gouvernement s'apprête à quitter Paris : « *La France a commis l'immense erreur d'entrer en guerre en n'ayant ni le matériel qu'il fallait, ni la doctrine militaire qu'il fallait. Il est probable qu'elle devra payer cher cette coupable imprudence* ».

Le généralissime Gamelin et le général Huntziger ne sont pas en reste : « *Je ne crois pas que les Allemands aient jamais eu l'idée d'attaquer dans la région de Sedan.* » **Charles Huntziger, 7 mai 1940.**

« *La ligne Maginot est infranchissable. Et si, par hasard, quelques chars allemands réussissaient à passer à travers la forêt des Ardennes, ils seraient cueillis à la sortie* ». **Maurice Gamelin.**

Mais, plus grave encore, le grand état-major ne tient aucun compte des rapports des services de renseignement qui étaient très précis : « *La coopération de la puissance aérienne*

allemande dans les batailles terrestres s'avère être une difficulté considérable pour les Polonais. » **Services de renseignements français, 11 septembre 1939.**

« *L'armée allemande attaquera entre le 8 et le 10 mai sur l'ensemble du front, y compris la ligne Maginot. Effort principal : Sedan* ». **Rapport de renseignement de l'attaché militaire français à Berne, 1^{er} mai 1940.**

On voit bien, comme le dirait F. Nietzsche, que les grands chefs de l'époque, comme ceux d'aujourd'hui, « *ne veulent pas entendre la vérité parce qu'ils ne veulent pas que leurs illusions les détruisent* ».

Hélas, pour eux et pour la France, ils seront broyés, laminés, emportés avec leurs fausses certitudes et leur médiocrité dans la tourmente de la défaite la plus déshonorante de notre histoire.

Et pourtant, en 1954, en Indochine, neuf années après la fin de la guerre, la leçon n'est pas retenue. Souvenons-nous de l'épisode douloureux de la bataille de Dien Bien Phu où, malgré le courage de ses soldats, la France a, encore une fois, été trahie par des responsables politiques et des généraux médiocres. Des généraux, totalement dénués du sens tactique le plus élémentaire en pensant, bien naïvement, pouvoir « *tenir les hauts en tenant les bas* ». Certes, ils ont voulu rééditer le coup victorieux de Na San. Ils n'ont pas cru, un seul instant, le vietminh capable d'acheminer, sur les hauteurs boisées qui dominaient la cuvette de Dien Bien Phu, le moindre canon lourd, de l'artillerie anti-aérienne et même des lance-roquettes multiples. Et puis, étaient-ils si sûrs de pouvoir bénéficier, *in fine*, du concours des bombardiers lourds américains ? Autant d'inconnues qui n'ont jamais été prises en compte. Or, comme le dit si clairement Sun Tsu : « *Quand j'ai remporté une bataille, je ne répète pas ma tactique, mais je réponds aux circonstances selon une variété infinie de voies* ». Et il ajoute : « *si vous devez monter un camp, recherchez un lieu dans lequel il y aurait une montagne assez haute pour vous défendre de toute surprise...* »

Ce nouveau désastre militaire, marquera le début de la décolonisation et engendrera une génération de soldats perdus qui, en Algérie, iront jusqu'à la sédition.

En 1958, le retour du général de Gaulle au pouvoir ouvre de nouveaux horizons pour l'armée française. Après avoir mis un terme au conflit algérien, dont il estimait qu'il était un véritable boulet, il s'attelle à la reconstruction de cette armée qui doit être la garante de l'indépendance nationale. Ainsi, la France devient une puissance nucléaire autonome par rapport aux États-Unis. Le général porte l'effort sur la constitution d'un corps de bataille terrestre, blindé et mécanisé et la création d'une force de frappe nucléaire, tous azimuts, à trois composantes : terrestre, aérienne et océanique. En 1967, il quitte le commandement intégré de l'OTAN. Cette période, de 1958 à 1969, est la seule qui trouve grâce à mes yeux. Sous l'impulsion du général de Gaulle, elle marque enfin le retour de la France dans le concert des grandes nations du monde.

Mais les vieux démons sont—ils définitivement morts ? Assurément non. Après le départ du grand homme et, dans la foulée de mai 1968, les vieilles habitudes, les routines reprennent vie. Pire encore, les crises pétrolières successives, la dette, le chômage, l'incompétence, le

manque de vision, les accommodements, les arrangements, en un mot la perte progressive, à tous les niveaux de la société, du sens des responsabilités et de l'intérêt général détruisent le pays à petit feu. L'armée, hélas, n'y échappe pas. Mais surtout, son budget devient progressivement une variable d'ajustement, mettant sérieusement à mal sa capacité opérationnelle et sa crédibilité.

Déjà, en 1977, je suis catastrophé par l'état de délabrement de nos armées basées outre-mer. En effet, c'est à Djibouti que j'effectue mon premier séjour outre-mer au sein de la batterie sol-air du 6^e régiment d'artillerie de marine. Au moment même où la jeune république éponyme, qui vient à peine d'accéder à l'indépendance, est sous la double menace de grands voisins éthiopien et somalien, dont les armées sont équipées de matériels US datant de la Deuxième Guerre mondiale : canon de 105 HM2, jeeps, camions GMC, DODGE 6X6, canons BOFORS de 40 antiaériens, affûts quadruples de 12,7 sur GMC. Et, bien sûr, toujours le fameux fusil semi-automatique 49/56, largement dépassé par le fusil d'assaut AK47 des armées voisines. J'ajoute que la base aérienne de Djibouti, quant à elle, dispose de vieux chasseurs F 100 SUPER SABRE américains en service depuis 1954. Ces aéronefs, en fin de vie opérationnelle, ne font pas le poids face aux MIG 21 somaliens ou éthiopiens, plus récents. Par ailleurs, cette même base aérienne, ne disposant à l'époque d'aucun radar performant, n'a pu intercepter deux MIG 21 éthiopiens qui avaient pénétré le territoire de la jeune république, à basse altitude, jusqu'à la plage de Doralé, située à une quinzaine de kilomètres à peine du centre de la capitale Djibouti.

C'est également en 1978 que se déroule l'intervention du 2^e régiment étranger parachutiste (2^e REP) à Kolwesi. Opération hautement hasardeuse tant dans sa préparation que dans son déroulement. Le Président Giscard, lui-même, la décrit dans un livre où transparaît, de sa part, une grande naïveté dans la conduite de l'opération, ainsi qu'une méconnaissance affligeante des capacités réelles de son armée. Souvenons-nous, entre autres, de l'épisode fameux des parachutes cédés par les Américains qu'il a fallu bricoler avec des ficelles pour les adapter au vieux fusil semi-automatique MAS 49/56, déjà en service pendant la guerre d'Algérie. La réussite d'une telle opération, aussi mal « ficelée », est à mettre au seul crédit du 2^e REP confronté, il est vrai, à des bandes armées erratiques, sans véritable idée de manœuvre. Les médias écrits et télévisés, des livres et même un film présenteront cette opération comme un exploit de l'armée française.

À partir de 1989, la chute du mur de Berlin, la dislocation de l'empire soviétique et la dissolution du pacte de Varsovie marquent le premier basculement du monde vers une nouvelle ère, celle d'un monde unipolaire, dominé par la seule superpuissance américaine. Les démocraties occidentales parlent alors, un peu trop vite assurément, de tirer profit des « *dividendes de la paix* ». Ce slogan utopiste, issu des cercles libéraux, aura pour seule et unique conséquence le désarmement de l'Europe avec la baisse drastique des budgets militaires des principaux pays. Dans le même temps, les États-Unis, surfant sur la disparition de la puissance soviétique, s'arrogent le rôle de « *gendarme du monde* » et tentent, notamment, de modeler le Moyen-Orient à leur avantage.

C'est ainsi qu'en 1990-1991, la France participe, au sein d'une coalition internationale dirigée par les États-Unis, à l'opération *DESERT STORM*. Elle a pour objectif de libérer le Koweït de l'occupation irakienne. L'engagement de l'armée française, encore essentiellement composée

de jeunes du contingent, ne sera pas une mince affaire. En effet, le pouvoir civil ayant exclu d'emblée la participation des appelés, la mise sur pied d'une petite division professionnalisée de 9 000 hommes va poser de sérieux problèmes à un état-major qui s'était assoupi sur ses lauriers à la fin de la guerre froide.

En effet, cette guerre met à jour les carences, les insuffisances gravissimes constatées à tous les échelons, à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'armée française. Elle servira surtout d'aiguillon dans la marche rapide vers une armée professionnelle. À ce sujet, déjà particulièrement remonté, j'adresse un projet d'article au Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). Il sera publié, en 1993, dans le magazine « *Armées d'aujourd'hui* ». Le Chef d'état-major de l'armée de Terre de l'époque n'appréciera pas.

Cet épisode de la « *guerre du Golfe* », à mes yeux capital, constitue le premier chapitre de ce livre.

Je n'aborde pas ici les interventions successives qui ont précédé et suivi le passage de l'armée de conscription à l'armée professionnelle en 1997. Il y aurait tellement à dire notamment sur :

- L'ambiguïté de l'opération « *Turquoise* » et le rôle de la France dans le génocide au Rwanda. Là aussi, les militaires et les civils se renvoient la balle. Du moins ceux qui sont toujours vivants ;
- L'obligation, pour l'armée française, de se fondre progressivement dans le moule de l'OTAN, notamment à partir des interventions dans les Balkans. Avec, hélas, une dépendance de plus en plus grande vis à vis des États-Unis ;
- Les couacs, les dysfonctionnements, les maladroites de l'armée française et des services de renseignement lors de l'opération « *Licorne* », en Côte d'Ivoire, de 2001 à 2005.

Toutefois, je ne peux m'empêcher d'exprimer mon incompréhension, voire une certaine révolte face à deux évènements qui se déroulent en 2008, à deux mois d'intervalle.

Ils concernent deux régiments de parachutistes des troupes de marine, décrits par certains experts et par les médias notamment, comme étant des troupes d'élite. Une chose est sûre si ces régiments ont incarné l'élite de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et pourtant, ils sont composés de soldats professionnels me direz-vous ? Oui, et c'est bien le problème.

Une journée « *portes ouvertes* » au 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (3^e RPIMa), le jour de la passation de commandement du chef de corps, qui tourne au drame à cause de l'indiscipline et de l'irresponsabilité de toute la chaîne de commandement régimentaire. Comment est-il possible que, dans un régiment dit d'élite, les règles les plus élémentaires en matière de gestion des munitions ne soient pas respectées ? Tout juste si, finalement, on trouve normal qu'un stock « *clandestin* » de munitions réelles se constitue au sein d'un régiment, avec l'accord de tous ! Un sous-officier, apparemment très mal formé, qui confond des munitions réelles avec des munitions à blanc ! Et, cerise sur le gâteau, une justice civile, dont on se demande ce qu'elle vient faire dans cette galère, qui « *blanchit* » toute la chaîne de commandement du régiment, estimant notamment que le chef de corps n'est responsable de

rien. De quelle armée et de quels soldats d'élite parlons-nous ? Serait-elle, elle aussi, atteinte par le syndrome « *responsable mais pas coupable* » ?

Et que dire de cette embuscade d'Uzbin, en Afghanistan, deux mois plus tard. Là encore les règles les plus élémentaires de sécurité d'une troupe en déplacement, en terrain hostile, ne sont pas respectées, de surcroît par un autre régiment « *d'élite* », le 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (8^e RPIMa). On ne progresse pas dans des fonds de vallées sans avoir reconnu, au préalable, les crêtes environnantes. Pourtant, à ce moment-là, en Afghanistan, les moyens de reconnaissance et d'appui au sol, américains notamment, ne manquent pas !

Comment une troupe, avec des problèmes de munitions et de transmissions, peut-elle rester quatre heures sous le feu ennemi sans que des renforts ne lui parviennent ? Il paraît que les hélicoptères étaient mobilisés pour d'autres missions à caractère civil et que les drones étaient indisponibles ! Et pourquoi ne pas avoir tenu compte des mises en garde exprimées par la population de la vallée, une semaine auparavant ?

De quelle armée parle-t-on quand des soldats partent en mission sans préparation, sans les équipements, les protections et les munitions nécessaires ? Alors, évidemment, comme d'habitude, le premier réflexe du haut commandement est de tenter d'imposer sa version des faits afin de protéger l'image de l'armée, C'est ainsi que le Chef d'état-major des Armées (CEMA) et les porte-paroles se perdent en vaines arguties pour expliquer, dans un premier temps, que tout s'est déroulé dans les normes. Souvenons-nous de cette déclaration tonitruante du sous-chef opérations de l'époque indiquant, sans sourciller, que les talibans avaient reçu « *une sacrée raclée* » avec une quarantaine de tués. Ce qui n'a jamais été prouvé.

Pourtant, en 1997, comme je l'ai rappelé plus haut, l'armée devenue une armée professionnelle. Une véritable chance pour ce pays, à condition d'y consacrer les moyens financiers nécessaires. Beaucoup de responsables militaires n'y étaient pas favorables. Ils insistaient notamment sur le coût d'une telle armée, plus élevé que celui d'une armée de conscription et, ils appréhendaient une diminution drastique des effectifs. En effet, composée, majoritairement de soldats de métier, nombreux, certes, mais mieux formés, mieux entraînés, mieux équipés, une armée professionnelle, comparée à une armée de conscription se doit, par définition, d'être plus efficace, plus disciplinée, plus technique, plus disponible.

Or, plus de vingt ans après que constatons-nous ? Les fondamentaux qui étaient à la base de l'armée de conscription n'ont pas disparu. Les responsables gouvernementaux, uniquement mus par des considérations budgétaires, se sont laissés endormir par les études et autres fiches d'analyses de ceux qui voulaient maintenir les choses en l'état afin de perpétuer leurs « *privilèges indus* ». Certes, l'armée a subi un grand changement en passant d'une armée de conscription à une armée professionnelle. Mais ce changement n'est qu'une apparence. La réalité est tout autre...

COL (er) Charles ROCCHI

Cliquer [ICI](#) pour commander cet ouvrage.

Charles ROCCHI, officier supérieur de l’armée de Terre, a servi pendant près de quarante années au sein des Troupes de marines et du Cadre spécial. Il a participé à diverses opérations extérieures (OPEX), notamment en Irak pendant la guerre du Golfe, dans les Balkans en Bosnie-Herzégovine et en Afghanistan.

En 1994, il a intégré la nouvelle Direction du renseignement militaire (DRM-Paris) au sein du bureau Afrique, Moyen-Orient de la sous-Direction exploitation. Il a participé à de nombreuses missions en Afrique de l’Ouest et en Afrique centrale ainsi qu’à des réunions multinationales ou bilatérales avec les services de renseignement nationaux et partenaires. Il a également travaillé au sein du bureau situation de la DRM (responsable de la zone géographique Afrique, Moyen-Orient) et occupé pendant une année le poste d’adjoint au chef du bureau Afrique, Moyen-Orient avant de partir en Afghanistan comme conseiller renseignement du représentant de la France.

Il a également acquis une expérience dans les relations internationales et le monde diplomatique en occupant les fonctions d’Attaché de Défense et de chef de la mission de coopération et de Défense près l’ambassade de France en Guinée Conakry et en Sierra Leone, pendant trois années, de 1998 à 2001.